



Conseil de sécurité

Distr. générale
5 juillet 2024
Français
Original : anglais

Rapport du Secrétaire général sur sa mission de bons offices à Chypre

I. Introduction

1. Dans sa résolution [2723 \(2024\)](#), le Conseil de sécurité a prié le Secrétaire général de lui présenter d'ici au 4 juillet 2024 un rapport sur sa mission de bons offices, notamment sur les progrès accomplis pour parvenir à un point de départ consensuel en vue de négociations constructives, axées sur les résultats et propres à aboutir à un règlement. Dans cette résolution, le Conseil a également engagé les dirigeants des communautés chypriote grecque et chypriote turque à tenir la mission de bons offices du Secrétaire général informée, par écrit, des mesures qu'ils auraient prises à l'appui des dispositions applicables de la résolution depuis son adoption, en particulier en ce qui concerne les paragraphes 7, 8, 9 et 10, en vue de parvenir à un règlement global et durable, et a prié le Secrétaire général de faire figurer les informations ainsi reçues dans son rapport. On trouvera ces informations aux annexes I et II du présent rapport.

2. Le rapport porte essentiellement sur les faits nouveaux survenus durant la période du 13 décembre 2023 au 12 juin 2024 et rend compte des activités menées dans le cadre de la mission de bons offices du Secrétaire général conduite sous la direction du Conseiller spécial adjoint pour Chypre, Colin Stewart.

II. Considérations générales et contexte

3. Le 5 janvier 2024, le Secrétaire général a annoncé la nomination de María Ángela Holguín Cuéllar en tant qu'Envoyée personnelle du Secrétaire général pour Chypre chargée de mener une mission de bons offices en son nom pour rechercher un terrain d'entente sur la voie à suivre et le conseiller sur la question de Chypre. Il a également poursuivi sa collaboration avec les deux dirigeants et rencontré Nikos Christodoulides et Ersin Tatar au cours de la période considérée.

4. Le Secrétaire général, dans le cadre de sa mission de bons offices, et les deux communautés ont maintenu un dialogue continu tout au long de la période considérée, notamment dans le cadre de contacts bilatéraux avec les deux dirigeants et leurs représentants. Des difficultés ont surgi s'agissant d'organiser les réunions trilatérales régulières entre les représentants des deux dirigeants et le Conseiller spécial adjoint du Secrétaire général pour Chypre, un décalage ayant été enregistré entre fin mars et fin mai. Parallèlement, les représentants se sont montrés cohérents en approuvant des



projets et en abordant des questions d'intérêt mutuel au sein des comités techniques tout au long de la période considérée.

5. Par ailleurs, les violations militaires commises à l'intérieur et autour de la zone tampon par les deux parties se sont poursuivies sans relâche et celles-ci ont cherché à renforcer leurs positions défensives, l'autorité de la Force des Nations Unies chargée du maintien de la paix à Chypre (UNFICYP) dans la zone tampon étant de plus en plus contestée. La mise en œuvre de l'accord de Pyla/Pile est restée suspendue car le niveau de méfiance entre les deux parties est resté élevé, comme l'explique plus en détail le Secrétaire général dans son rapport sur l'UNFICYP ([S/2024/527](#)).

6. Au début de mars, la République de Chypre, avec l'appui de l'Allemagne, des Émirats arabes unis, des États-Unis d'Amérique, de la Grèce, de l'Italie, des Pays-Bas (Royaume des) et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ainsi que de la Commission européenne, a entamé la mise en place d'un couloir humanitaire destiné à permettre l'acheminement de fournitures humanitaires vers la bande de Gaza. L'île a également enregistré une augmentation des arrivées de demandeurs d'asile et de migrants en situation irrégulière par bateau en provenance de la région au sens large, en particulier du Liban et de la République arabe syrienne. Pour plus de détails, on se reportera au rapport du Secrétaire général sur l'UNFICYP ([S/2024/527](#)).

7. La Grèce et la Türkiye ont poursuivi leur rapprochement par divers moyens. À la suite d'une nouvelle rencontre tenue le 14 mai 2024 entre le Premier Ministre grec Kyriakos Mitsotakis et le Président turc Recep Tayyip Erdoğan, les deux pays ont reconfirmé leur volonté de renforcer le climat positif prévalant dans leurs relations. Dans le contexte de la question de Chypre, la relation entre les puissances garantes – la Grèce, la Türkiye et le Royaume-Uni et, en particulier, entre la Grèce et la Türkiye – demeure cruciale.

8. Dans le cadre du volet religieux du processus de paix à Chypre, placé sous les auspices de l'ambassade de Suède, les efforts se sont poursuivis pour développer la coopération entre le clergé des différentes communautés de croyants et les institutions confessionnelles vivant de part et d'autre de l'île, en particulier les dignitaires chrétiens et musulmans. Les chefs religieux ont également coopéré pour faire progresser la question des droits humains dans des domaines tels que le droit fondamental à la liberté de religion ou de conviction. Le volet religieux a également continué à plaider pour que les communautés de croyants aient accès à leurs lieux de culte respectifs, y compris les cimetières, et qu'elles en assurent l'entretien. Dans le cadre du Pacte mondial sur les réfugiés, le volet religieux a coopéré avec le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés à Chypre, la Croix-Rouge et des organisations de la société civile. Pour la première fois depuis cinq ans, un pèlerinage à la mosquée Hala Sultan Tekke de Larnaca a eu lieu. Pour plus de détails, on se reportera au rapport du Secrétaire général sur l'UNFICYP ([S/2024/527](#)).

9. Les représentants des partis politiques chypriotes grecs et chypriotes turcs ont continué de se réunir régulièrement sous les auspices de l'ambassade de Slovaquie ; 17 parties provenant de toute l'île y ont participé. Dans leurs communiqués conjoints, les partis politiques ont souligné la nécessité d'améliorer le climat politique, d'apaiser les tensions et de reprendre les négociations. En mai 2024, les partis politiques ont célébré 35 ans de dialogue en participant à une cérémonie symbolique de plantation d'un arbre de paix en présence du Ministre des affaires étrangères et européennes de la Slovaquie, Juraj Blanár, de représentants de l'ONU et de membres de la communauté diplomatique de l'île.

10. Dans l'ensemble, malgré les frustrations et les désillusions quant à la possibilité de voir les négociations aboutir à un règlement global à Chypre, les groupes et les

initiatives de la société civile se sont multipliés, s'organisant et réclamant un changement, notamment l'Initiative de paix bicommunautaire Chypre unie, le Centre de paix et de dialogue de Chypre et la Détermination pour la paix (*Apofasi Irinis*), ainsi qu'une initiative civique pour une conception actualisée du processus de paix (« C-Up »). En outre, la Coalition bicommunautaire de femmes de Chypre, un groupe appuyé par l'ambassade d'Irlande, a été officiellement lancée, en avril 2024, dans le but de « défendre la participation critique des femmes et la prise en compte des questions de genre dans le processus de paix de Chypre ».

III. État d'avancement du processus : activités de la mission de bons offices du Secrétaire général

11. La mission de bons offices du Secrétaire général a continué de promouvoir les contacts et la coopération intra-insulaires ainsi que l'instauration de la confiance dans l'île et de collaborer avec les partenaires internationaux pour mener ses activités. Au cours de la période considérée, le Conseiller spécial adjoint a rencontré chacun des dirigeants et tenu 35 réunions avec les deux dirigeants et leurs représentants, des partis politiques, des responsables religieux, des organisations et des acteurs de la société civile, l'Union européenne, la Banque mondiale et la communauté diplomatique, et avec de hauts responsables venus en visite des capitales de plusieurs États Membres. La mission a également facilité les visites de l'Envoyée personnelle sur l'île.

12. Après une interruption de deux mois des réunions trilatérales régulières entre le Conseiller spécial adjoint, le négociateur chypriote grec et le représentant spécial chypriote turc, ceux-ci ont repris le dialogue le 30 mai, passant en revue les travaux des 12 comités techniques, y compris les résultats obtenus, notamment dans le cadre du Comité technique de l'environnement et du Comité technique de la santé. Ces réunions régulières, organisées et facilitées par la mission de bons offices du Secrétaire générale, ont permis aux parties de discuter des activités des comités techniques et de fournir des orientations, d'aborder des sujets d'intérêt et de contribuer à renforcer la dynamique des activités et à promouvoir la poursuite de la mise en œuvre des projets et des initiatives.

13. Les comités techniques constitués par les dirigeants des deux communautés ont continué d'organiser des réunions et poursuivi leurs travaux sous les auspices de la mission de bons offices du Secrétaire général, même si les résultats obtenus ont été inégaux. La mission a coordonné et facilité ces travaux avec l'appui de l'UNFICYP, veillant au dialogue et à la coopération entre les deux communautés et traitant les problèmes et les questions communes d'importance. Si certains comités techniques ont continué à avancer dans leurs travaux, d'autres ont fait face à des difficultés s'agissant de trouver des projets ou des initiatives à mener à terme ou de mettre en œuvre ceux convenus.

14. À la suite des appels répétés de la mission de bons offices aux deux parties pour qu'elles procèdent à de nouvelles nominations au sein des comités techniques, le 7 mars, la partie chypriote turque a communiqué à la mission une liste actualisée des nouveaux membres chypriotes turcs des comités techniques, les femmes et les jeunes affichant une représentation accrue (55 % et 8,5 %, respectivement). La partie chypriote grecque devrait prendre une mesure analogue dans un avenir proche, les membres chypriotes grecs étant à 45 % des femmes et à 10 % des jeunes. Dans l'ensemble, la représentation des femmes dans les comités techniques a récemment augmenté, s'élevant désormais à un peu plus de 50 % pour les deux communautés, tandis que la participation des jeunes est d'un peu moins de 10 %. Il est à espérer qu'une plus grande inclusion donnera un nouvel élan aux travaux des comités.

15. Les Comités techniques de l'environnement, du patrimoine culturel, des affaires économiques et commerciales, de la culture, de la criminalité et des questions pénales, de la radiodiffusion et des télécommunications, et de la santé, sont restés particulièrement actifs, organisant des réunions et des activités régulières, poursuivant la mise en œuvre des projets convenus et mettant au point de nouvelles propositions. Les Comités techniques des points de passage et des affaires humanitaires ont été modérément actifs. Le Comité technique de l'égalité des genres est resté largement inactif jusqu'en mai, date à laquelle il a repris ses activités. Par ailleurs, le Comité technique de l'éducation a tenu sa première réunion le 18 décembre 2023, après deux années d'inactivité, puis a repris ses réunions mensuelles.

16. Le Comité technique de la radiodiffusion et des télécommunications a poursuivi ses travaux sur les brouillages de fréquences et a veillé à ce que les accords conclus soient actualisés et pérennisés. Les derniers éléments du projet « Accord de transition vers la 5G » ont été achevés en 2024 et ont permis jusqu'ici la mise en place de la 5G dans le sud, une mise en place future étant également prévue dans le nord. L'exécution du projet intitulé « Transition vers l'énergie verte : l'avenir des télécommunications électroniques », qui a été approuvé, a été temporairement suspendue en raison de désaccords politiques plus larges entre les deux parties, avant de reprendre, en juin 2024.

17. Le Comité technique de la criminalité et des questions pénales a maintenu le dialogue entre les deux parties sur les questions pénales, y compris les questions liées à la migration irrégulière. De même, les Salles de communication mixtes du Comité (à Nicosie et à Pyla/Pile) ont poursuivi leur coopération et leur échange d'informations, livrant cinq suspects au cours de la période considérée. Le 5 juin, le Comité a organisé un séminaire bicommunautaire sur la cybercriminalité économique axé sur les groupes vulnérables (enfants et personnes âgées), donnant suite aux préoccupations exprimées par les deux parties concernant cette menace croissante sur l'île.

18. Au cours de la seconde moitié de la période considérée, le Comité technique de la gestion des crises a repris ses travaux en vue de parvenir à un accord sur un mécanisme formel de coordination des crises qui permettrait de parer efficacement aux catastrophes naturelles ou anthropiques.

19. Le Comité technique des points de passage a approuvé le projet d'élargissement du point de passage d'Agios Dometios/Metehan. Il est prévu que les travaux commencent durant la prochaine période. Le Comité a également discuté de diverses questions touchant les différents points de passage et a maintenu un flux d'informations clair entre les deux parties.

20. Après des consultations, la mise en œuvre des projets du Comité technique du patrimoine culturel a pleinement repris et celui-ci est venu à bout des travaux de conservation de plusieurs sites importants, notamment l'aqueduc vénitien à Lefke/Léfka, la mosquée Hamidiye à Lefkara, l'église Agios Sergios et Vakhos à Neta/Taşlıca et l'aqueduc d'Arif Bey à Afanteia/Gaziköy. Les Coprésidents du Comité technique ont rencontré leurs homologues du Comité technique de l'environnement pour discuter de la collaboration et des futurs projets communs (voir par. 24 ci-après).

21. Le Comité technique de la culture a commencé à mettre en œuvre son projet « Canaux pour la culture et la coopération », un site Web qui facilitera l'échange de données d'expérience et d'informations sur les questions culturelles à travers l'île et la deuxième phase du projet « Connecting Arts ». Une manifestation intitulée « Connecting Arts 2 » a été organisée le 25 mai. Plus de 60 artistes, universitaires et experts chypriotes turcs et grecs se sont réunis à cette occasion et ont participé à des

discussions qui ont été une source d'inspiration dans les domaines de la musique, du cinéma, de la littérature, des arts populaires, des arts du spectacle et des beaux-arts.

22. Le Comité technique des affaires économiques et commerciales a continué de discuter des moyens de faciliter les interactions entre les entreprises et de stimuler le commerce dans l'île. Ces travaux ont essentiellement porté sur les transactions bancaires entre les deux communautés et sur les difficultés rencontrées par les Chypriotes turcs pour ouvrir des comptes bancaires dans le sud. Les discussions se sont également centrées sur l'avancement de la mise en œuvre pilote du programme d'échange de jeunes professionnels/stages ainsi que sur l'exploration des moyens de renforcer le commerce intra-insulaire.

23. Après la nomination d'un nouveau Coprésident chypriote turc et de nouveaux membres chypriotes turcs au Comité technique de l'éducation, les réunions mensuelles régulières ont repris en vue de développer des projets éducatifs communs, y compris un examen, comme prévu, du matériel didactique. Aucun progrès n'a toutefois été réalisé s'agissant de relancer le projet « Imagine » mené sous les auspices du Comité technique dans le nord ou pour mettre en œuvre les recommandations contenues dans son rapport conjoint de 2017, notamment en ce qui concerne les manuels scolaires, comme l'avait demandé le Conseil de sécurité.

24. Le Comité technique de l'environnement a entamé la mise en œuvre de trois projets approuvés au dernier trimestre de 2023 à savoir une étude sur la préservation de la biodiversité et l'analyse de l'utilisation de poisons dans les habitats de la faune éloignés, un projet ayant pour but de faire des jeunes les gardiens de l'environnement, et un autre portant sur l'exploration du patrimoine géologique de l'île de Chypre. Outre la participation à des visites de sites, notamment une visite d'inspection d'une micro-réserve d'espèces végétales indigènes dans la région de Mammari, des discussions ont eu lieu pour permettre d'échanger des informations et de coordonner les moyens de lutter contre les ravageurs des agrumes et des pins sur l'île. Enfin, une proposition de projet visant à déblayer un certain nombre de sources d'eau dans la zone tampon a été approuvée.

25. Le Comité technique de l'égalité des genres a repris ses réunions à la fin de mai, mais peu de progrès ont été constatés en ce qui concerne la poursuite de la mise en œuvre des recommandations du plan d'action sur les moyens de garantir la participation pleine, égale et véritable des femmes au processus de règlement ou à tout processus de règlement à venir.

26. Le Comité technique de la santé a continué de faciliter l'échange d'informations entre les deux parties sur plusieurs questions sanitaires, notamment la rougeole et la tuberculose. Conformément à un accord conclu pour remédier à l'interruption des filières d'approvisionnement passant par la Türkiye à la suite des tremblements de terre de février 2023, les Chypriotes grecs ont continué de répondre, par l'intermédiaire du Comité, aux besoins en vaccins et en médicaments des Chypriotes turcs, en fonction des priorités et de la disponibilité. Au cours de la période considérée, le Comité a organisé deux séances de formation, les 29 février et 24 avril, sur la lutte contre le moustique envahissant *Aedes* et la sensibilisation du public à l'importance de la lutte contre les moustiques.

27. Depuis la reprise de ses activités au dernier trimestre de 2023 après une longue interruption, le Comité technique des affaires humanitaires discute d'éventuels projets sur l'inclusion des personnes handicapées et d'autres questions humanitaires qui intéressent les Chypriotes à l'échelle de l'île.

28. Dans sa deuxième phase, le mécanisme de soutien, administré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) à Chypre, a continué de faciliter les travaux des comités techniques. Les 23 février et 1^{er} mars, la mission de bons

offices et le PNUD ont organisé des séances d'information pour tous les coprésidents des comités techniques sur les modalités de la deuxième phase du mécanisme de soutien. Les discussions, fructueuses, ont permis aux participants de mettre en commun leurs données d'expérience et de s'encourager mutuellement à formuler de nouvelles initiatives et propositions. Au 31 mai 2024, le montant total dépensé et engagé s'élevait à quelque 410 000 euros, soit 41 % du montant total de 1 million d'euros alloué au soutien des comités techniques. Depuis décembre 2023, huit nouveaux projets sont en cours de mise en œuvre et deux nouvelles propositions des Comités techniques de l'environnement et de la culture ont été approuvées – la première visant à assurer la durabilité de l'eau pour la faune par le nettoyage des sources d'eau, et la seconde dans le domaine de la connexion des artistes de toute l'île. En outre, huit projets et initiatives approuvés en 2023 sont toujours en phase de mise en œuvre. Il est actuellement prévu que cette phase du mécanisme de soutien prenne fin le 15 décembre 2024.

29. En ce qui concerne les initiatives spécifiques visant à amener les deux communautés à bénéficier mutuellement des ressources naturelles de l'île, une étude de préfaisabilité a été réalisée en vue de l'établissement d'une centrale solaire bicommunautaire dans la zone tampon. Le projet prévoit l'installation de panneaux photovoltaïques et de batteries de stockage pour une puissance maximale de 37 mégawatts. L'étude de préfaisabilité a été achevée en février 2024 et ses résultats ont été présentés au négociateur chypriote grec et au représentant spécial chypriote turc. La Commission européenne a demandé aux dirigeants des deux communautés de s'entendre sur les paramètres de la centrale solaire bicommunautaire et sur son emplacement potentiel d'ici à septembre 2024.

30. En dehors des comités techniques, les démarches et les mesures entreprises pour instaurer la coopération et la confiance entre les deux communautés n'ont pas progressé de manière significative au cours de la période considérée et les parties ne se sont pas entendues sur l'instance dans laquelle elles discuteraient de mesures de confiance plus importantes, y compris les propositions de coopération du dirigeant chypriote turc du 1^{er} et du 8 juillet 2022. Le dirigeant chypriote grec a annoncé un ensemble de 14 mesures unilatérales le 26 janvier 2024 et a, depuis lors, travaillé à leur mise en œuvre.

31. La mission de bons offices et les deux parties, y compris les représentants des deux municipalités de Nicosie, continuent de vouloir étendre la promenade le long de la rivière Pedieos/Kanlı Dere, actuellement dans la partie sud, et la relier à la partie nord. Bien que les deux parties aient convenu de faire une utilisation temporaire du point de passage de l'hôtel Ledra Palace pour permettre au projet d'avancer, aucun progrès n'a été constaté au cours de la période considérée.

32. Dans le domaine des jeunes et de la paix et de la sécurité, le Conseiller spécial adjoint a participé, le 24 février, à une manifestation intitulée « L'Olympisme pour la paix », marquant le tour historique de l'île fait par un équipage bicommunautaire de jeunes marins. Tout au long de la période, le plaidoyer en faveur d'un comité technique consacré aux questions relatives à la jeunesse ou de l'augmentation du nombre de jeunes membres dans les comités existants s'est poursuivi afin de garantir que la voix des jeunes soit entendue sur diverses questions, y compris le processus de paix. L'idée d'une coopération par le sport pour rapprocher les jeunes et promouvoir les contacts entre les deux communautés au moyen d'activités sportives, notamment par la création d'un comité technique consacré à la question, continue d'être examinée auprès des deux parties par la mission de bons offices.

33. La mission de bons offices a continué de mettre l'accent sur la nécessité de préserver les liens économiques existant à travers l'île tout en forgeant de nouveaux, dans le cadre d'une approche élargie à de nouveaux groupes tels que les milieux

industriels et les associations d'employeurs à travers l'île, ainsi que les entreprises privées. Le Conseiller spécial adjoint a participé à une manifestation organisée par l'ambassade d'Allemagne le 13 mai, dans le but de faciliter les contacts entre des personnes qui n'envisageraient peut-être pas au départ de commercer entre elles ou avec l'autre communauté. Au cours de la période considérée, la mission de bons offices a également entretenu des contacts réguliers avec la Banque mondiale sur des questions d'intérêt commun, notamment sur les moyens pratiques d'utiliser le commerce intra-insulaire pour créer une prospérité commune, conformément au thème de la manifestation tenue le 16 mai 2024, dans le cadre de laquelle la Banque mondiale a présenté sa note de suivi macroéconomique de 2024 pour l'économie chypriote turque.

34. Les deux groupes de travail sur la consolidation de la paix environnementale et sur les affaires, l'innovation et l'entrepreneuriat, dirigés conjointement par la mission de bons offices et l'UNFICYP, ont continué à se réunir régulièrement. Le groupe de travail sur la consolidation de la paix environnementale a organisé une manifestation hybride sur le rôle des jeunes dans les changements climatiques, axée sur la mise en œuvre du programme relatif aux jeunes et à la paix et à la sécurité, l'accent étant mis sur l'action climatique. Au cours des discussions, les participants ont examiné les liens qui existent entre l'environnement, la paix et les conflits et se sont penchés sur la nécessité de placer les jeunes au centre de la diplomatie climatique et de la consolidation de la paix. À l'occasion de la Journée mondiale de l'environnement, une manifestation a été organisée sur les campagnes environnementales au-delà des clivages et sur la création de coalitions. Le groupe de travail sur les affaires, l'innovation et l'entrepreneuriat a organisé la quatrième édition de la foire aux affaires et au réseautage, mettant l'accent sur les créateurs de mode chypriotes des deux communautés.

IV. Observations

35. La période considérée a été marquée par le soixantième anniversaire de la présence mandatée par l'ONU à Chypre à la suite des événements survenus au début des années 1960. Il convient de rappeler que l'année précédente a également été marquée par le vingtième anniversaire de l'ouverture des points de passage et le quarantième anniversaire de la résolution [541 \(1983\)](#) du Conseil de sécurité. En 2024, un sentiment de frustration grandissant face au statu quo se fait sentir parmi de nombreux habitants de l'île, qui demandent aux deux parties de travailler de manière constructive pour trouver une solution mutuellement acceptable. L'ONU restera aux côtés de tous les Chypriotes et les aidera à dialoguer afin de trouver un terrain d'entente.

36. Je me félicite de la reprise des réunions et des discussions au sein des comités techniques, en particulier ceux qui étaient inactifs, ainsi que des activités qui ont été menées et de l'approbation d'un certain nombre de projets et de l'achèvement d'autres, notamment dans le cadre des Comités techniques de la radiodiffusion, de la criminalité et des questions pénales, des points de passage, de la culture, de l'environnement et de la santé. La reprise des réunions régulières du Comité technique de l'éducation donne des raisons d'espérer que les recommandations figurant dans son rapport conjoint de 2017 seront dûment prises en compte et que les projets pertinents seront mis en œuvre, comme l'a demandé le Conseil de sécurité. Il conviendrait de renforcer les moyens dont dispose ce comité technique pour qu'il puisse mener son important travail.

37. Je continue d'engager les deux parties à apporter aux comités techniques le soutien et la marge de manœuvre dont ils ont besoin pour continuer de fonctionner,

d'obtenir des résultats et de traiter les questions qui touchent l'ensemble de l'île. Une meilleure représentation des femmes et des jeunes pourrait insuffler un nouvel élan aux travaux des comités. Ces organismes, au sein desquels les deux communautés peuvent discuter et aborder des questions d'intérêt commun, doivent être protégés et préservés des débats et des problèmes politiques plus larges dans la zone tampon et à proximité de celle-ci.

38. Je me félicite de ce que l'Union européenne, par l'intermédiaire de son mécanisme de soutien, administré par le PNUD, continue de soutenir les comités techniques et j'apprécie à sa juste valeur la détermination à maintenir sur l'île les activités de ces organes importants. Je demande aux dirigeants et à leurs représentants de veiller à tirer parti de ce soutien pour améliorer la vie quotidienne de tous les Chypriotes, et exhorte l'Union européenne à envisager de continuer à mettre à disposition des ressources à l'avenir.

39. L'appui de l'Union européenne à d'autres projets en cours d'examen, tels que la centrale électrique fonctionnant à l'énergie solaire qui pourrait être installée dans la zone tampon, est porteur de nombreuses possibilités de rapprochement des deux parties et pourrait produire des résultats concrets bénéficiant à tous, dans la mesure où des moyens mutuellement acceptables d'aller de l'avant seront définis d'un commun accord. De même, le projet visant à étendre la promenade le long de la rivière Pedieos/Kanlı Dere de sorte à la relier à la partie nord de Nicosie offre de véritables possibilités de rapprochement des deux camps et d'établissement d'un climat de confiance. Les deux parties ayant conclu un accord pour faire avancer le projet, j'invite instamment les donateurs actuels et potentiels à financer celui-ci de toute urgence.

40. J'encourage les deux dirigeants et leurs représentants à débattre, à se concerter et à mettre en œuvre des mesures de confiance mutuellement acceptables pouvant contribuer à instaurer la confiance et à créer un environnement plus propice à un règlement. Ils devraient participer activement aux discussions concernant les propositions de coopération existantes ou nouvelles, coopérer pour exploiter conjointement les ressources naturelles communes et en tirer profit, promouvoir le contact direct de population à population, la coopération et le commerce, veiller au bon fonctionnement des points de passage actuels et en ouvrir de nouveaux. Les gestes de bonne volonté devraient également faire l'objet d'une attention particulière en ce qu'ils profitent aux populations et constituent un moyen essentiel de parvenir à un règlement mutuellement acceptable.

41. Je me fais une fois de plus l'écho de la demande de dialogue élargi avec la société civile exprimée par le Conseil de sécurité et j'exhorte les deux dirigeants à encourager les contacts et la coopération entre les deux communautés. J'invite également les dirigeants à se fixer comme objectif de développer une coopération et des liens inclusifs entre les deux communautés dès maintenant et, plus tard, dans le cadre du processus de paix, et à engager de réels échanges avec les femmes, les minorités, les jeunes et les personnes en situation de handicap, à les associer véritablement aux discussions relatives à l'avenir commun sur l'île et à tenir compte de leurs points de vue. Les participants aux activités de proximité menées dans le cadre de ma mission de bons offices sont toujours vivement intéressés par la perspective de dialoguer avec leurs dirigeants politiques sur les questions d'importance, preuve de l'utilité d'une plus grande inclusion.

42. Étant donné qu'une participation véritable des femmes augmente les chances de parvenir à des solutions politiques et durables, les dirigeants devraient s'efforcer en priorité de mettre en œuvre les recommandations du plan d'action sur les moyens de garantir la participation pleine, égale et véritable des femmes au processus de règlement ou à tout processus de règlement à venir, en veillant notamment à ce

qu'aucun des deux sexes ne compte pour plus des deux tiers dans les délégations participant aux pourparlers sur les éventuelles négociations futures. Il convient de se féliciter de l'augmentation de la proportion de femmes parmi les membres des 12 comités techniques, qui est supérieure à 50 %. La recommandation du plan d'action tendant à ce que les dirigeants mènent des campagnes d'information sur les avantages qui découleraient d'un règlement afin de renforcer les contacts et d'instaurer la confiance entre les Chypriotes turcs et les Chypriotes grecs devrait être mise en œuvre en priorité, notamment à l'aide d'une plateforme efficace permettant d'informer la société civile de manière régulière et continue. Il est évident, à Chypre comme dans le monde entier, que ce n'est que lorsque les femmes participent sur un pied d'égalité avec les hommes à l'élaboration de solutions politiques aux conflits que l'on peut parvenir à une paix durable.

43. J'invite les deux parties à se pencher sur l'idée de la coopération sportive comme moyen de rapprocher les jeunes et de favoriser les échanges entre les deux communautés. La formation d'un comité technique à cette fin reste une option viable.

44. La mission a continué de mettre l'accent sur le commerce intra-insulaire et sur le renforcement des liens économiques dans le cadre de ses activités de communication et de sensibilisation. Le développement du commerce et des relations d'affaires permettrait non seulement de répondre à certaines des préoccupations les plus pressantes des Chypriotes partout dans l'île, mais également de contribuer à l'amélioration du climat politique général. La période considérée a été caractérisée par la poursuite d'une tendance relevée dans mon précédent rapport, à savoir l'augmentation du nombre de manifestations publiques et de rencontres officielles relayant le message selon lequel le développement du commerce et des relations d'affaires et la mise en place des infrastructures et des conditions nécessaires à cette fin constituent l'un des moyens de renforcer la confiance dans la possibilité d'un règlement. Outre son utilité sur le plan commercial, le renforcement de l'activité économique entre les communautés de l'île peut également avoir des effets positifs importants sur la vie des Chypriotes et ouvrir la voie à une plus grande acceptation par le public d'un futur règlement mutuellement acceptable.

45. Les activités menées par les deux parties à l'intérieur et à proximité de la zone tampon ont contribué à accroître le sentiment de méfiance et sont malvenues dans le contexte actuel. La militarisation croissante des deux parties est en contradiction avec les discours politiques des dirigeants qui prétendent vouloir progresser vers le règlement de la question de Chypre. Je leur demande une nouvelle fois de s'abstenir de toute action unilatérale. Je dis également de nouveau ma préoccupation face à l'évolution de la situation dans la zone clôturée de Varosha et note que la position de l'Organisation des Nations Unies reste inchangée à cet égard. Je rappelle les décisions du Conseil de sécurité sur la question, notamment les résolutions [550 \(1984\)](#) et [789 \(1992\)](#), et j'insiste sur l'importance de respecter pleinement les dispositions de ces résolutions.

46. Je félicite le Gouvernement grec et le Gouvernement turc de l'engagement résolu avec lequel ils s'emploient à promouvoir des relations de voisinage pacifiques. Leur volonté de continuer à établir des canaux de communication, malgré les désaccords qui existent, sert également d'exemple pour la question de Chypre. Compte tenu du rôle important qu'elle jouent dans le contexte chypriote et de la responsabilité qui leur incombe, j'encourage les puissances garantes que sont la Grèce, la Türkiye et le Royaume-Uni à continuer d'exhorter les deux dirigeants chypriotes à engager un dialogue et à trouver une solution mutuellement acceptable en faisant preuve de la volonté politique, de l'imagination et de l'esprit de compromis nécessaires.

47. S'il ne fait aucun doute que les travaux des comités techniques revêtent une importance particulière et que les mesures de confiance ont des effets positifs, je suis convaincu que ce n'est que par des progrès réels en vue de définir un point de départ consensuel dans la perspective de négociations qui aboutissent à un règlement mutuellement acceptable que les Chypriotes et la communauté internationale pourront être rassurés quant à la possibilité réelle d'un avenir pacifique et partagé sur l'île. J'ai maintenu le contact et le dialogue avec les parties, tout comme mon envoyée personnelle, mes conseillers principaux au Siège de l'ONU et mon conseiller spécial adjoint. Les mesures que je prends restent guidées par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, dans lesquelles figurent les paramètres fixés par l'ONU.

48. Je voudrais une nouvelle fois remercier les partenaires, notamment l'Union européenne et la Banque mondiale, qui ont continué d'appuyer les travaux des deux missions des Nations Unies à Chypre, du PNUD et du Comité des personnes disparues à Chypre, et contribué à la mise en œuvre de mesures de confiance. Enfin, je tiens à remercier mon conseiller spécial adjoint, Colin Stewart, et le personnel de ma mission de bons offices à Chypre pour le dévouement et l'engagement dont ils ont fait preuve dans le cadre de leur travail.

Annex I

Written update by the Greek Cypriot leader to the Good Offices Mission of the Secretary-General, pursuant to and in accordance with UNSCR 2723 (2024)

This submission is made in response to the encouragement in UN Security Council Resolution 2723 (2024), to “*the leaders of the two communities to provide written updates every six months to the Good Offices Mission of the Secretary General on the actions they have taken in support of the relevant parts of this resolution since its adoption, in particular with regard to paragraphs 7, 8, 9 and 10, with a view to reaching a sustainable and comprehensive settlement ...*”.

The present update includes all developments relevant to the effort to resume the peace process in the framework of the Good Offices Mission of the United Nations Secretary General. References to communities are without prejudice to the Republic of Cyprus as a Member State of the United Nations and references to UNFICYP are made without prejudice to the Republic of Cyprus as the host country of the Force.

I. Efforts to resume the peace process

From the outset, I reiterate my unwavering commitment to the peaceful solution of the Cyprus problem on the basis prescribed by relevant UN Security Council Resolutions, the UN Charter and the High Level Agreements. I also wish to reaffirm, my readiness to fully preserve and uphold the acquis of the negotiations and the body of work, that has been accomplished up until the closure of the Conference on Cyprus in Crans Montana, in July 2017, which comprises the agreed basis of bi-zonal, bi-communal federation with political equality as prescribed in the relevant UN Security Council Resolutions, the convergences achieved on all negotiating chapters and the six points presented by the UN Secretary General in Crans Montana.

I maintain my steadfast conviction that a solution to the Cyprus problem on the mutually agreed basis endorsed by the UN Security Council constitutes the only viable and sustainable path forward, which can secure the vital interests of Cyprus and all Cypriots as well as of all actors involved in the Cyprus problem. It is at the same time the only path towards ensuring and safeguarding security and stability in the wider region of the Eastern Mediterranean. This parameter acquires fundamental significance in light of the ongoing regional and international geopolitical developments.

From my part, I have undertaken bold steps in support of the efforts of the UN Secretary General for the appointment of a Personal Envoy – in the context of the Secretary General’s Good Offices Mission. I provided my consent in this regard to the UNSG during our meeting in New York in September 2023 and I regret the fact that the announcement of the appointment had not been possible until January 2024, due to the delaying tactics of the other side.

I express my appreciation for the clear message highlighted by the appointment of Ms. María Angela Holguín Cuéllar, that the UN Secretary General remains firmly committed to providing his good offices to support the effort to create conditions conducive for the reinvigoration of negotiations and for a comprehensive solution. I also express my appreciation to the UN Security Council for its steadfast support.

I had the opportunity to meet with Ms. Holguin on 30 January, 2 February, 11 March, 16 March, 8 May and 13 May during her three visits to Cyprus. I have expressed to her my commitment to do my part towards creating the conditions for

the resumption of negotiations and in this regard, I stated my readiness to meet with the leader of the Turkish Cypriot community under the auspices of the Personal Envoy with a view to initiating a discussion.

In the same spirit, I continued to reiterate my readiness, to work for win-win solutions and to explore factors that can generate a positive agenda for all involved. I pursued this, *inter alia*, through seeking an enhanced role on behalf of the European Union (EU), bearing in mind the fact that the EU can provide tangible incentives for Türkiye, thus reinforcing the UN in the efforts to overcome the deadlock and to reinvigorate the prospect for a solution.

As a result of our persistent effort, the recent European Council of April 2024 has sent a clear positive message to Türkiye with regard to the advancement of the EU – Türkiye agenda in parallel with tangible response on behalf of Türkiye on the Cyprus question. Türkiye’s own constructive engagement will be instrumental in advancing the various areas of cooperation.

At the same time, I stand ready to explore other factors that can have a positive effect.

My Government is implementing the fourteen unilateral measures announced on 26 January 2024, in support of the Turkish Cypriots in the areas of trade, facilitation of access to more government services and benefits, applications for citizenships, response to pharmaceutical needs and medical services, facilitation of crossings of persons through the authorized crossing points, covering the operational cost of the bi-communal sewerage plant, facilitation of enhanced access to religious monuments. These measures are yet another manifestation of our concrete determination to work for a conducive environment towards reaching a breakthrough and are additional to an array of benefits and programs already available to the Turkish Cypriot citizens of the Republic

On the issue of trade, since the last report, six additional products have been added to the list of processed-foods of non-animal origin, that can be traded under the Green Line Regulation. The value of Green Line Trade reached a new record-high of €16.046 million in 2023 (€14.6 in 2022) showing a steady increase and growth

I deplore having to note that, to date, the Turkish Cypriot leader has declined even taking part in a meeting under the UNSG’s Personal Envoy. This follows suit on the behavior of prolonged procrastination by the Turkish side as manifested, *inter alia*, through their delays and derailment tactics on the issue of the appointment of the Personal Envoy and the refusal of Mr Tatar to take part in a meeting with myself under the UNSG auspices in New York in September 2023.

In sharp contrast to the imperative need to ensure a positive environment conducive to the resumption of negotiations, Türkiye not only raises tensions, but seeks to create new *faits accomplis* on the ground that seek to undermine and pre-empt the good offices mission of the UN Secretary General.

This approach is manifested, *inter alia*, by the following:

- i. The continuation of its refusal to uphold the commitment to the agreed basis of bi-zonal, bi-communal federation with political equality and the fact that they continue to advocate for “sovereign equality” and “equal international status” which essentially amounts to a call for a “two-state” solution.
- ii. Through the systematic and deliberate provocative public rhetoric evidently aimed at poisoning the atmosphere and undermining the effort for the creation of conducive conditions for the resumption of the peace process. It is worth noting that in response to public criticism expressed from within the

Turkish Cypriot community towards this policy, it has been publicly stated by the Turkish Cypriot leadership that all decisions have the full support of Türkiye.

iii. The continued disrespect and lack of compliance with the relevant UNSC Resolutions calling for the return of Varosha to its lawful inhabitants and the continuation of efforts to “open the city as part of the ‘trnc’”, along with a continued reported limitation of UNFICYP from moving therein.

iv. Continuation of “moves forward” into the buffer zone south of the ceasefire line of the Turkish Forces. Violations reported in the SG Report on the operation of UNFICYP in January 2024 continue.

v. Continuous threats to proceed with the construction of a road in the buffer zone, linking the occupied areas with the TK 15 position of the Turkish Forces, in violation of the status quo and the agreement reached in October 2023. I wish to recall the assault against UN Peacekeepers in the area in August 2023, that was condemned in the UNSC Press Statement of 21 August 2023.

vi. The continuation of efforts in pursuit of the international upgrading of the illegal secessionist entity, contrary to international law and relevant UN Security Council Resolutions, in particular [541 \(1983\)](#) and [550 \(1984\)](#), which provide that the declaration of the so called “trnc” is legally invalid and call on all states not to recognize nor facilitate or in any way assist the aforementioned secessionist entity.

vii. The persistence of the Turkish Cypriot side to demand the conclusion of a “Status of Forces Agreement (SOFA)” with the UN, threatening to curtail the activities of the UN Peacekeeping Force in Cyprus, contrary to the legally binding principle that such agreements are being concluded only between the UN and the governments of UN Member States that host peacekeeping operations; in this case the Republic of Cyprus as enshrined in UN Security Council Resolution [186 \(1964\)](#) and reaffirmed in subsequent Resolutions.

viii. The illegal exploitation of properties in the occupied part of Cyprus belonging to Greek Cypriot displaced persons, has also continued unabated, and seems to have acquired new dimensions via the systematic promotion of “foreign real estate investment”, contrary to fundamental principles of International Law and relevant rulings by the European Court of Human Rights in a multitude of cases. Apart from the flagrant illegality of such actions, this constitutes yet another attempt to solidify the illegal *fait accompli* and to further curtail prospects for a solution.

ix. The continuation of the upgrading of Türkiye’s military capabilities and infrastructure in the occupied part of Cyprus, that does not only impact the situation in Cyprus, but the military equilibrium and security in the Eastern Mediterranean Region.

Against this backdrop, I wish to highlight the critical importance, especially at this sensitive juncture, for the UNSC to call on Türkiye and the Turkish Cypriot leadership to respect the basis for a solution as prescribed in the relevant Resolutions and to stop impeding efforts towards the creation of a positive perspective.

Of equal importance is the need and to refrain from additional provocations and violations, both on the ground in the buffer zone and in Varosha and in the occupied areas but also in the maritime zones of the Republic of Cyprus.

Having in mind the serious challenges for peace and security in the broader region and around the globe, I reiterate my strong determination to spare no effort in

pursuit of a breakthrough that would lead us to a resumption of the negotiations and the achievement of a solution on the basis prescribed by UN Security Council Resolutions. I earnestly hope that all involved will engage in a spirit of good will towards this end, pursuing win-win solutions that will guarantee the legitimate interests of all Cypriots and will serve the indispensable need for an era of peace, prosperity, security and stability in the Eastern Mediterranean.

II. Effective mechanism for military contacts

Given the need to defuse tensions, I maintain my readiness to discuss the establishment of a mechanism for military contacts, between the opposing forces in Cyprus, facilitated by UNFICYP.

Such a mechanism will comprise the National Guard and the Turkish occupation forces, at the level of their Commanders or their designated representative, facilitated by UNFICYP at respective level, in accordance with its mandate, as prescribed by the UN Security Council Resolution [186 \(1964\)](#).

Establishing the mechanism can be helpful, taking into account the continuous violations of the relevant UN Security Council Resolutions, in Varosha, violations and provocative actions along the buffer zone, the obstructions and interference on behalf of the Turkish occupation forces to the ability of UNFICYP to perform its duties, and the continuous upgrading of Türkiye's military infrastructure in the occupied part of Cyprus.

III. Committee on Missing Persons

The work of the Committee on Missing Persons in Cyprus (CMP) remains a fundamental aspect of the peace process and the support of all parties is indeed imperative. To draw attention and to express support to the vitally important humanitarian work of the CMP, upon my initiative, a joint visit by myself and Mr. Tatar to the anthropological laboratory of the CMP took place on July 28, 2023 and a joint call has been issued to accelerate the process of location, exhumation and identification of remains of missing persons.

Türkiye has a legal and an ethical obligation to provide information from its archives in good faith, to help determine the fate of missing persons in Cyprus, including information regarding primary locations of burial of missing persons, as well as secondary locations given that a great number of remains were relocated and to provide the CMP with access to those areas. Türkiye also has an obligation to protect those burial sites, against construction and rehabilitation of the ground. This would be a very significant Confidence Building Measure.

Given the critical passage of time and Türkiye's unwillingness to comply, I wish to reiterate my call for information from all countries and organizations that had a military or police presence in Cyprus in 1963, 1964 and 1974 and might be in possession of relevant archives.

It is also imperative for the Turkish Cypriot side to engage more constructively and to contribute towards addressing the existing imbalance in the ratio of identifications of missing persons which is currently 49,8% for the Greek Cypriot missing persons and 59,9% for Turkish Cypriot missing persons.

IV. Technical Committees

The Technical Committees continue their work, aiming to alleviate the daily life of people from the adverse effects of the status quo, within the framework of their terms of reference as agreed between the leaders of the two communities since 8 July 2006, under UN auspices. Their work constitutes an integral part of the peace process and subsequently of the overall effort for a solution.

Being fully aware of the importance attached by the UNSC to the aspect of women's full, equal and meaningful participation in the peace process, I am pleased to note that the percentage of Greek Cypriot women members in the Technical Committees has reached 45%, whereas the percentage of youth members is 10%. In this regard, I reaffirm my intention to ensure, – through additional appointments – that the Greek Cypriot members of the Technical Committees will comprise of an equal number of men and women and that the participation of youth is going to be further increased.

During the reporting period, the Technical Committees continued to undertake a number of initiatives further building on their important work and have continued to benefit from the crucial support provided through the renewed financial Support Facility funded by the European Union for which I would like to reiterate my appreciation.

Regrettably, there have been cases of their work being hampered, as a result of attempts by the Turkish Cypriot side, to turn the Technical Committees into vehicles for the promotion of cooperation between “separate administrations” in the overall context of its “two states” policy.

This approach has led to delays, setbacks and even the cancelation of certain projects, in particular those that bear greater potential to contribute towards a more conducive environment and to have wider outreach and impact among the society and subsequently towards the strengthening of the prospect for a solution and reunification.

The most indicative example remains the Technical Committee on Education where despite repeated calls from our side, the UN and international partners, the Turkish Cypriot side has yet to reverse the decision it took in October 2022 to suspend, its participation in the award-winning peace education project “Imagine” and continues to hamper the implementation of another project aimed at developing lesson modules that promote peace and reconciliation through education.

Since its first launch in October 2017, “Imagine” has provided the opportunity to thousands of students and hundreds of teachers in both communities to take part in this peace education effort and is widely recognized as having made a very significant contribution to the promotion of a culture of peace and reconciliation.

The Technical Committee on Culture continues its work and has recently organized a follow up networking event bringing together Greek Cypriot and Turkish Cypriot artists. The creation of a website to highlight the work of the Technical Committee is also progressing.

The Technical Committee on Crossings continues its work in the direction of improvement of the operation of existing crossing points. The possible opening of new crossing points has yet to progress due the position of the Turkish Cypriot side that the discussion should be confined only to the one crossing point proposed by them and their refusal to discuss proposals submitted thereto by us.

The Technical Committee on Gender Equality has continued its work on the implementation of the recommendations included in the Action Plan for women's full, equal and meaningful participation in the peace process.

The Technical Committee on Economic and Commercial Matters continues the discussion on ways to further advance trade through the "Green Line Regulation".

The Technical Committee on Crime and Criminal Matters has maintained a well-functioning channel for contact and communication through the Joint Contact Rooms (JCRs), in the effort to effectively respond to criminal activity.

The Technical Committee on Health has further continued its exchange of information relating to infectious diseases including the monitoring of epidemics and dangerous mosquito species. It has also continued to facilitate our response to Turkish Cypriot requests for the provision of certain medicines.

The Technical Committee on Crisis Management has held discussions on a simplified proposal submitted by the Greek Cypriot members for a crisis response procedure prescribing the steps to be undertaken for effective response in the event of a natural or human caused disaster or other crises.

The Technical Committee on the Environment has continued its engagement with a variety of issues such as the exchange of information on tackling threats to trees and crops posed by a variety of pests. It has maintained a steady output of work while undertaking regular visits to areas of environmental interest, has recorded needs and formulated proposals, including for the cleaning of water sources for wildlife.

The Technical Committee on Humanitarian Issues has resumed its meetings and it is expected to soon be able to present tangible progress in its work.

The Technical Committee on Telecommunications and Broadcasting has worked in implementing a project proposal, entitled "Transition to Green Energy: The Future of Electronic Telecommunications".

The Technical Committee on Cultural Heritage continues its outstanding work for the restoration of monuments of Cyprus' cultural heritage. The Committee has rightfully received broad acknowledgement and recognition over the years and should be further supported to continue and to enhance its important work.

Lastly, I would like to concur with the Secretary General's assessment in the Report on his Good Offices Mission of January 2024, that "*While the work of the technical committees and the positive impact of confidence-building measures is important ... genuine progress towards reaching a consensus starting point for meaningful, results-oriented negotiations leading to a mutually acceptable settlement remains critical.*"

Annex II

Actions taken by the Turkish Cypriot Side in support of the relevant parts of the Security Council Resolution 2723 (2024)

As the President of the Turkish Republic of Northern Cyprus, I am committed to a negotiated settlement of the 61-year-old Cyprus issue.

After a two-year delay due to the Greek Cypriot leader's retraction from agreement, the UN Secretary-General H.E. António Guterres has appointed Ms María Angela Holguín Cuéllar on 5 January 2024 as his Personal Envoy. We agreed to this appointment on the condition that the mandate would not exceed six months and that it would consist solely in exploring whether common ground exists or not between the two Sides to start a new and formal negotiation process. We made this clear to the Secretary-General and through our public statements. Since then, I have been working closely with Ms Holguín.

My first encounter with the Personal Envoy was on 30 January 2024 when she paid her first visit to the Island. During our meeting, I had the opportunity to explain to her in detail the historical context of the Cyprus issue, starting from 1963 with the collapse and transformation of the partnership state of the 1960 Republic of Cyprus into a Greek Cypriot administration, the ongoing injustice resulting from the deprivation of the inherent rights of my People, and the failure of 56-years-long negotiations to secure a settlement on the basis of now exhausted bi-zonal, bi-communal federation, which ultimately led us to formulate our new vision for a settlement.

I briefed the Personal Envoy about our new vision which we shared in Geneva in April 2021 at the 5+UN informal meeting, that is a settlement based on sovereign equality and equal international status, and the cooperation of the two existing States on the Island. I reiterated to Ms Holguín my readiness to engage in a new and formal negotiation process following the reaffirmation of our inherent rights, underlining that *a priori* status equalization is a must for a sustainable future on the Island. I had another chance to get together with her at a dinner to continue our exchange.

The second visit of the Personal Envoy which took place in March 2024 coincided with the commemoration of the 60th anniversary of the deployment of UN force in Cyprus in 1964. Resolution 186 was adopted by the UN Security Council to deploy peacekeeping force in Cyprus (UNFICYP) to stop the targeted attacks and bloodshed against the Turkish Cypriot civilians. Resolution 186 also included elements which awarded the Greek Cypriot perpetrator as the legitimate Government, thereby creating the ongoing unacceptable and unsustainable *status quo* on the Island.

In response to Ms Holguín's request, and as a sign of my support to her mission, I explained the initial steps towards the reaffirmation of sovereign equality and equal international status of the Turkish Cypriot People in concrete terms. In this context, I explained to her in detail the 3Ds, namely the initiation of direct flights, direct trade, as well as direct contacts of the Turkish Cypriot leadership with international counterparts (3Ds). I emphasized that the realization of these 3Ds must be irreversible, not depend on the approval or rejection of the Greek Cypriot side and not be linked with an eventual final settlement. I expressed my readiness to consider to talk with my Greek Cypriot counterpart on how to ensure a just and sustainable future for our Island following the implementation of the 3Ds. I appreciated the Personal Envoy's receptive approach when I requested her to take up 3Ds during her deliberations at the relevant capitals as the onus was on the international community

to act towards lifting of the isolation on the Turkish Cypriot People. I explained to her that the isolation which deprives my People from the enjoyment of their basic human rights has been ongoing because of the unfulfilled undertakings of the international community.

Following the meeting of the UN Secretary-General with the Greek Cypriot leader in Brussels, I have asked for a meeting with the UN Secretary-General in line with the principle of reciprocity. I appreciated to have the opportunity to meet with H.E. Guterres on 5 April 2024 at the UN Headquarters in New York. I informed the Secretary-General about our meetings with Ms Holguín, and shared our expectation on the implementation of the 3Ds. I also raised the necessity of giving a clear message to the Greek Cypriot leadership to put an end to its obstructionist and isolationist policies. I also conveyed to His Excellency my readiness to consider to talk with my Greek Cypriot counterpart on how to ensure a just and sustainable settlement to the Cyprus issue following the implementation of these initial steps.

On 8 May 2024, I met with Ms Holguín during her third visit to the Island. I shared with her my concern regarding the escalating Greek Cypriot oppression against my People, as demonstrated by recent incidents. I underlined to the Personal Envoy that the Greek Cypriot leadership has been pursuing these policies unlawfully and unjustly under the pretext that they are the legitimate Government of the defunct 1960 Republic of Cyprus, with the support of the international community. Since the 1974 Peace Operation, there exists on the Island a *modus vivendi* which the Greek Cypriot side has been trying to render invisible at the international arena. I have also explained that the presence of the Turkish Armed Forces has been the main deterrent factor, ensuring the sustenance of peace and stability on the Island.

When I asked the Personal Envoy to share with me her impressions from her visits to the relevant capitals, she merely mentioned the general support expressed by the relevant parties for a conversation and she suggested a trilateral meeting with the Special Representative and Negotiator to take up this issue. She did not give any information on the deliverability of the 3Ds.

I told the Personal Envoy that 3D's are not subject to a give-and-take, and that we will not negotiate the acknowledgment of our inherent rights with anyone. Furthermore, I clarified that discussing 3Ds with the Greek Cypriot side would give them the opportunity to create the impression that 3Ds are something that can be delivered only with their consent. I reiterated to the Personal Envoy that failure on the part of the international community to take action towards lifting of the isolation would only serve the management of the unsustainable and unacceptable *status quo*. I stressed that if the international community was sincere in their support for a settlement, then they had to stop the Greek Cypriot leadership from abusing the Turkish Cypriot People and take the necessary steps towards lifting the isolation. I also explained to Ms Holguín the elements that I saw instrumental to be addressed in her report to the UN Secretary-General at the end of her mandate so as to leave room for a change in the rules of the game.

I met with Ms Holguín again on 13 May 2024 and expressed my disappointment concerning her remarks to the media even before our scheduled initial meeting. I reminded her about the mutual understanding we have reached upon her request on refraining from communicating through the media. In this context, I drew her attention to her mandate which is with the leaders, and that it is the democratically elected leaders who have the capacity to represent the views of their respective Peoples. I also requested her to pursue our expectations regarding 3Ds.

I am committed to continue to support the Personal Envoy of the UN Secretary-General until the end of her tenure in July 2024. I expect her to report that there is no

common ground to start a new and formal negotiation process. Unfortunately, the escalation of the oppression, obstruction, and isolation on my People after the appointment of the Personal Envoy does not leave much prospect for hope.

Negotiation processes on the same exhausted basis have provided the Greek Cypriot side the pretext to continue to remain in their comfort zone, which they favour over any arrangement in which they would have to share power and prosperity with the Turkish Cypriot side. Their rejection to share power and prosperity with Turkish Cypriots has also been confirmed by the late UN Secretary-General Kofi Annan in his report to the UN Security Council dated 28 May 2004 following the Greek Cypriot rejection of the comprehensive settlement in the separate and simultaneous referenda held on 24 April 2004.

A result-oriented process that will lead to a final settlement of the Cyprus issue once and for all can only be achieved through status equalization.

I expect the Personal Envoy to take a snapshot of the situation and to reflect objectively in her report to the UN Secretary-General the facts on the ground so as to give a chance to a just, fair and sustainable settlement to the Cyprus issue.

Technical Committees

Technical Committees are a valuable tool for cooperation and trust building on the Island. They are a medium for formal communication, as well as the venue for focused dialogue on issues of mutual concern that would otherwise not possibly be dealt with unilaterally in the absence of joint and concerted action of the two Sides.

I support the work of the Technical Committees and I am convinced that their effective and smooth functioning will considerably be improved with the appointment of relevant officials with decision-making capacities enabling them to respond in a timely manner to matters requiring our urgent attention. I once again urge my Greek Cypriot counterpart to do so as a sign of his goodwill and willingness to make the Committees work.

During the reporting period, as I went ahead with the revision of the Turkish Cypriot members of the Technical Committees, I kept this in mind together with the importance of ensuring, to the extent possible, the effective participation of women and youth in line with the UN Security Council Resolution 1325. The Greek Cypriot leader is yet to reciprocate.

The Technical Committee on Environment completed its training project on the pruning of carob trees in the buffer zone. Already agreed three projects mentioned in the previous reporting period are at the implementation stage. A new fast track project aimed at ensuring water sustainability for wildlife in the buffer zone has been agreed. An important achievement of the Committee in this period has been to start dialogue on the citrus bug between the relevant departments of the two Sides. It took, nevertheless, the Greek Cypriot side two months to appoint its expert. As a result of this delay, the Committee could not work on the processionary moth in a timely manner which caused irreparable damage to the pine trees on both Sides of the island.

The Technical Committee on Economic and Commercial Matters has continued discussions on the exchange of worn-out Euro banknotes, which have yet to be resolved due to the non-cooperative approach of the Greek Cypriot side.

The previously agreed project entitled Young Professionals Internship Program is now being implemented. Three Turkish Cypriots have already begun their internships in South Cyprus, but no Greek Cypriot has so far applied to a firm in North Cyprus.

The Committee have continued to discuss ways to increase economic and commercial activities between the two Sides.

No progress could be achieved on the opening of Haspolat crossing point exclusively for economic and commercial activities due to the intransigent stance of the Greek Cypriot side.

The Technical Committee on Culture, as a follow-up to the first, organized the Connecting Arts-2 event on 25 May 2024 that enabled interaction between the Turkish Cypriot and Greek Cypriot artists.

The Technical Committee on Broadcasting had reached an agreement, upon the initiative of the Turkish Cypriot Side, to increase awareness on the impact of energy consumption in telecommunications on the environment to encourage stakeholders to adopt green energy solutions to this end and decided to organize a seminar for this purpose. However, the Greek Cypriot side insisted that sector representatives attend in their personal capacities without disclosing their companies as a result of which modalities on the webinar resulted in delays.

The Technical Committee on Health is currently in the third phase of its vector-borne diseases project, also known as the Mosquito Project, and is working on the West Nile virus, which requires urgent attention. The long-inactive ad-hoc Veterinary Committee has resumed its work at the initiative of the Turkish Cypriot Side. The ad-hoc Committee is currently working to enable the crossing of cats and dogs accompanied by their owners from crossing points.

The Technical Committee on Crisis Management has continued its work on the Protocol for Effective Communication in human-made and natural disasters. Nevertheless, the reluctance of the Greek Cypriot side to move forward on this highly important matter has prevented the Committee from reaching an agreement ahead of the fire season.

The Technical Committee on Crime and Criminal Matters has maintained cooperation on the handing over of criminals and timely information sharing about crimes and criminals. The Committee organized a seminar on cyber-crimes with the participation of experts from both sides on 5 June 2024.

The Technical Committee on Cultural Heritage continues its work on numerous projects aimed at preserving archaeological, religious, and secular cultural heritage monuments and sites on both Sides. An agreement has been reached to start conservation of eight cemeteries, four on each side. Furthermore, the Committee in collaboration with the Technical Committee on Environment decided to work on landscaping around some of its projects.

Strengthened by the newly appointed Turkish Cypriot Members, the Technical Committee on Humanitarian Affairs continues working on disability inclusion, rights of the elderly, and recently the humanitarian aspects of global warming.

The Technical Committee on Gender Equality is working on recommendations to fight stereotyping as regards professions attributed to women on both Sides within the context of the action plan.

The Turkish Cypriot Side has strengthened the Technical Committee on Education and appointed additional Turkish Cypriot Members, including a new Co-chair. The Committee's focus is on creating new projects.

The Technical Committee on Crossings has continued its work on improving the infrastructure at Metehan crossing point on both Sides, which will include a special pedestrian lane through the buffer zone.

Additionally, the lack of a positive response to our proposal to open the Haspolat crossing point, which would significantly contribute to ease the congestion on the Metehan crossing point, is disappointing. We expect that the Haspolat crossing point, which is supported by the business communities on both Sides of the island, will be opened as soon as possible to give a new impetus to economic cooperation.

Disruptive Effect of the Greek Cypriot Education System

The Greek Cypriot education system continues to promote racism and intolerance towards Turkish Cypriots and indoctrinate the young minds with enmity, prejudice, and xenophobia, through educational materials, including textbooks. This major challenge has to be addressed as a matter of urgency if we are to build trust and confidence among Turkish Cypriot and Greek Cypriot youth.

The most recent demonstration of this long-standing policy is a circular issued by the Greek Cypriot “education ministry” on 3 January 2024. Let me share with you the following passage from a poem from which the Greek Cypriot secondary students are invited to draw inspiration within the context of a call for competition:

On the window of the ruined house,
Hangs a baby whose hand is cut off,
Did this child want to say farewell?
Her/His only crime was to wave through the window,
And they cut off his hand!

Additionally, incorporating yet another “commemoration” date into academic calendar breeds further enmity among Greek Cypriot youth towards Turkish Cypriots.

Obstructionist and Isolationist Policies of the Greek Cypriot leadership

During this reporting period, we have witnessed a dramatic surge in obstructionist and isolationist policies of the Greek Cypriot leadership towards Turkish Cypriot People, as well as the Turkish Cypriot Leadership.

The Greek Cypriot leadership is up in arms to obstruct the engagement of the TRNC with the Turkic world. Moreover, they have tried to prevent my participation at the 15th Summit of Heads of State and Governments of the Organisation of Islamic Cooperation (OIC) by blackmailing the OIC Member States unilaterally as well as, through concerted diplomatic demarches with the EU.

These obstructions were accompanied by a publicly announced intimidation campaign against my People, by using EU instruments.

The Greek Cypriot side has been abusing its EU membership to further its obstructionist policies, after the EU has imported the Cyprus issue into the bloc 20 years ago, violating the 1960 international treaties on Cyprus, as well as its own membership criteria, by unilaterally accepting Greek Cypriots as a full member.

Furthermore, the participation of Turkish Cypriot companies to a tourism fair held in Helsinki has also been prevented, as Greece and the Greek Cypriot side intervened and blackmailed the organization with withdrawing from the event.

The Turkish Cypriot People, especially our youth, have to be given a breathing space and allowed to take their rightful place in the international fora. The responsibility falls upon the international community to stop this abusive relationship

perpetrated by the Greek Cypriot leadership which has been ongoing for the past 61 years.

The Committee on Missing Persons

The Committee on Missing Persons (CMP) has continued its effective work during this reporting period.

The exhumations of 37 Turkish Cypriot innocent women and children who were brutally killed and buried at the mass grave in Atlılar were completed by CMP, following delays caused by Greek Cypriot political considerations. The identification process is ongoing.

During the reporting period, we have continued to support CMP by providing it with the information it has requested. In this context, the Office of the Turkish Cypriot Member has continued to have access to the aerial photos dating from 1974 which helps them to assess the credibility of the information at hand prior to making a reasoned decision on exhumation. The Office of Turkish Cypriot Member has checked a total of 45 different coordinates in 32 different regions during this period.

CMP has excavated in 30 suspected burial sites in the TRNC during the reporting period; completed excavations in 3 military areas and there is an additional ongoing excavation in another military area which started on 27 May 2024.

To sustain the continuation of the effective work of CMP, TRNC has been contributing financially. In addition to support provided to the Office of the Turkish Cypriot Member from the budget, the total additional contributions to CMP to date reached EUR 583,000.

CMP has identified 11 missing persons who were on CMP's official list during the reporting period; 2 Turkish Cypriot and 9 Greek Cypriot.

Status of UNFICYP operations in the TRNC

The discussions on a legal framework on UNFICYP operations between the TRNC and the UN have continued during this reporting period. Upon the request of the UN, TRNC Ministry of Foreign Affairs has shared with the UN an official proposal on 29 March 2024 to define in a legal framework the relationship and the modalities of the operation of UNFICYP within the TRNC and the buffer zone.

The evaluation by the relevant departments of the UN is currently underway. Our expectation is to finalize this legal framework as soon as possible.

Hellim/Halloumi

Despite the adoption of enabling EU legislation over three years ago, Protected Designation of Origin (PDO)-compliant Hellim/Halloumi produced by Turkish Cypriots can still not be traded through the Green Line.

All outstanding issues identified during the previous reporting period remain unresolved. A body to conduct Sanitary and Phytosanitary (SPS) checks is still not appointed and the Turkish Cypriot producers who have managed to successfully undergo checks for PDO compliance are facing new challenges due to unilateral changes by the Greek Cypriot side.

The discrimination against Turkish Cypriot producers even on a common, registered product, that was introduced as a tool to diminish the economic disparity between the two economies on the Island, should stop as a matter of urgency.

Hydrocarbons

Hydrocarbon resources, which are co-owned, should be turned from an area of contention to an area of cooperation. The proposal I have submitted on 1 July 2022 remains on the table and should be utilized to foster the needed cooperation on the Island. I stand ready to take up this issue whenever my Greek Cypriot counterpart is ready.

Maraş

Applications by former Greek Cypriot inhabitants to the Immovable Property Commission (IPC) concerning the properties located in the closed part of Maraş has been on the rise. The number of applications has increased to 513 in this period. The proceedings before the IPC on these applications are ongoing.
